



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org
bulletinsolidairesetegale@solidaires.org

solidaires.org

f @UnionSolidaires
t @Solidaires
i @union_solidaires

ÉGALES
avril 2026



Agenda

- 2 avril: Procès de Pinar Selek
- 24 avril: Anniversaire du Rana Plaza
- 26 avril: journée de la visibilité lesbienne
- 28 avril: journée contre les morts au travail

Sommaire

Actualité syndicales et juridique:

- 8 mars
- Sud Educ: recours contre l'État sur les VSST
- La transposition de la directive européenne sur la transparence salariale
- Sud Culture: grève du 8 mars

Solidarité International:

- les femmes d'Iran et la guerre
- Justice pour Pinar Selek
- Rana Plaza: le profit avant la vie et poème

Culture et Lecture:

- Spectacle: Nous avons en commun la résistance
- Livre: Qui a peur des vieilles ? de Marie Charrel
- Cinéma: Rue Malaga de Maryam Touzani

NOS LUTTES SONT INTERNATIONALES, NOS RÉSISTANCES SONT COMMUNES !

De Paris à Toulouse, de Gap à Rennes, nous étions des dizaines de milliers ce 8 mars 2026 dans les rues pour crier notre refus du patriarcat, du capitalisme, de l'impérialisme et de la guerre. Partout, les "Villages féministes", les chorales engagées et les cortèges des manifestations ont montré que le féminisme est plus vivant que jamais. Cette mobilisation massive est notre force face à un gouvernement qui multiplie les effets d'annonce tout en attaquant nos droits. C'est ce qu'il fait quand il diminue drastiquement les subventions aux associations qui accompagnent les victimes de violences comme le 3919 ou l'AVFT, ou à celles qui conseillent, orientent et émancipent sur les droits sexuelles et reproductifs comme le Planning familial, ou quand il supprime des places en hébergement d'urgence. C'est aussi ce qu'il orchestre en démantelant nos services publics : chaque fermeture de lit, de maternité ou de centre de santé est une entrave supplémentaire à notre droit de disposer de nos corps et de nos vies.

Les effets d'annonces c'est aussi autour de la bataille pour l'égalité salariale que syndicalistes et féministes mènent depuis plus d'un demi-siècle. La transposition de la Directive Européenne 2023/970 sur la transparence salariale aurait dû être une avancée, un bon avant comme cela s'est passé en Islande ou au Canada. Au lieu de cela, le projet de loi déposé en urgence le 6 mars est une insulte : l'intersectionnalité y est délibérément oubliée, laissant les femmes racisées, précaires, issues des quartiers populaires ou handicapées dans l'angle mort, et le seuil de 5 % d'écart « toléré » revient à légaliser le vol d'une partie de notre salaire. Pour Solidaires, l'égalité ne se négocie pas à 5 %, elle se conquiert et aucune ne doit être oublié !

Notre combat ne s'arrête pas à nos frontières. Il s'inscrit dans une solidarité internationale indéfectible. Nous pensons aux femmes d'Iran qui, sous les bombes impérialistes et la répression du régime théocratique et phallogratique des mollahs, continuent de porter le slogan « Femme, Vie, Liberté ». Nous portons le deuil et l'héritage de Leïla Shahid, boussole de la résistance palestinienne, dont la voix nous rappelle que la lutte pour l'autodétermination est aussi une lutte féministe. Cette solidarité internationale nous porte aussi vers Pinar Selek, dont le 5ème procès s'ouvrira à Istanbul le 2 avril prochain. Depuis 27 ans, cette sociologue et militante féministe subit l'acharnement d'un État turc qui veut briser l'insoumission des savoirs.

Cette résistance, elle est ancrée dans notre histoire. Elle résonne dans le nouveau spectacle d'Anouk Colombani, Mymytchell et Aïda Sanchez, "Nous avons en commun la Résistance", qui met en lumière ces femmes et ces lesbiennes de 1940 qui bravaient l'occupant et Vichy. Elle résonne aussi dans notre mémoire ouvrière, alors que nous commémorerons, comme chaque 24 avril depuis 2013, l'effondrement du Rana Plaza (lire notre article et le poème dédié en page intérieure).

Résister, c'est aussi refuser que nos corps soient des outils marketing, comme le dénonce SUD Rail face au « Guide Élégance » de la SNCF, ou attaquer l'État en justice avec SUD Education pour son incurie face aux violences sexistes et sexuelles au travail. C'est enfin briser l'invisibilité des femmes de plus de 50 ans, comme nous y invitent Marie Charrel ou Maryam Touzani.

Pour nos vies, pour nos droits, pour l'égalité réelle, contre leurs guerres et leur impérialisme : nous ne lâcherons rien. Parce que notre sororité et notre adelphité sont une arme de combat et que, plus que jamais, nous avons en commun la résistance. Bonne lecture à toutes et tous.



GAP

Dans le 05 à Gap, le 8 mars c'était manif interorgas le matin avec Solidaires, FSU, asso et collectifs féministes antiracistes et antifa. une manif jeunes et familles de 200 personnes. Cantine militante le midi puis village avec stands de chaque orga l'après midi.



VALENCE



500 personnes réunies. OS et associations féministes. Chorales et musiques féministes et bien sûr les rosies.

Des 11 h le matin, installation et échanges. Une ambiance aussi chaleureuse que le soleil pour nous accompagner. Beaucoup d'échanges autour des dépliantes que nous avons mis (essentiellement en lien avec le travail des femmes bien sûr). 4 adhésions de faites. Zéro facho, police à distance. Manif très joyeuses avec arrêt au tribunal, commissariat, fenêtre du préfet... projection du film correen «her story» avec partenariat du navire (cinéma) qui nous a même proposé de faire une prise de parole avant la projection). Les prises de paroles ont été faites à la fin (celui de l'intersyndicale) fait à plusieurs voix(on aime bien faire ça) puis associations puis conf paysanne puis les partis politiques. Je ne sais pas quoi dire de plus nous avons passé une tellement belle journée... sororité + alliés = revendications et espoirs

SAINT AUBAN

Actions organisées par le collectif féministe départemental 8 mars toute l'année (Solidaires, CGT, FSU, LFI, Parti de gauche + associations locales dont le Planning familial qui vient de se remonter dans le 04 depuis 1 an). Actions

sur le marché de Saint-Auban (tractage, chorale engagée, stands). Manifestation avec 150 personnes puis cantine organisée à prix libre. L'après-midi, 2e chorale féministe. Table ronde sur le thème de Femmes et Politiques. Inauguration d'une fresque pour rendre femmage à deux personnalités de la commune.



TOULOUSE

À Toulouse, grosse manifestation avec pas loin de 10 000 manifestant-es le 8 mars. Le village féministe avait lieu le 7 mars à la Bourse du Travail.

À Saint-Gaudens, une belle manif combative a eu lieu. Le tour de ville s'est terminé dans un vacarme nécessaire : une immense casserolade pour bien faire comprendre que les femmes et les minorités de genre ne se tairont plus. Suivie d'un moment de solidarité autour d'une cantine à prix libre et d'un village féministe.





Dimanche 8 Mars : Zone d'occupation féministe (ZOF) et manif organisées par l'interorga féministe de Rennes. ZOF avec 2 Causeries (éducation populaire) sur Féministes contre l'extrême droite puis Grève générale féministe (interprétées en LSF) et prises de paroles (traduites en langue des signes) de toutes les orgas (dont intersyndicales) réparties sur tout le temps de la ZOF. Ensuite à 15h une grosse grosse manif avec 10 000 manifestant-es

RENNES



AURILLAC

Environ 100 personnes près du parc de la Ponétie à l'appel IS. Inauguration d'un banc ROUGE à la mémoire des victimes des féminicides et en soutien à toutes les femmes victimes de violences.

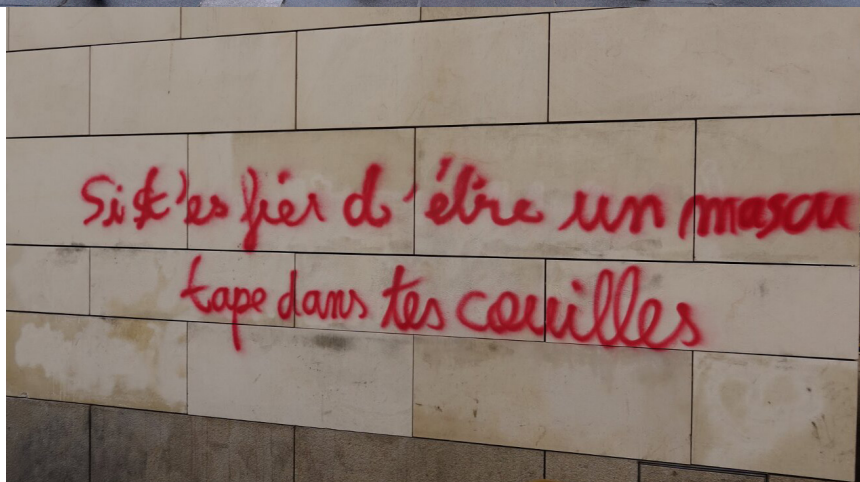


NANTES

Situation toujours compliquée à Nantes avec lors d'une réunion préparatoire lancée par nous, un ultimatum de l'intercollectif FURI (Planning F, Paloma, Colleux-ses, Nous toutes 44, Nosig, TransF...) à l'intersyndicale féministe (CGT FSU Solidaires qui a une longue tradition de travail commun) de renoncer à la position abolitionniste publiquement pour pouvoir manifester avec iels. Demande évidemment refusée, ce qui a clot le débat. Deux dates donc à Nantes : pour les droits des femmes et des minorités de genre, le 7 mars à l'appel de l'intersyndicale CGT FSU Solidaires, une action porteur-euse de paroles en direction du public avec une question unique « l'égalité femme homme est dans la loi. Selon vous, est elle réalisée ? » Beaucoup d'interactions intéressantes et recueil de paroles précieuses. Puis manif de 1500 personnes environ, population militante, des familles, des jeunes, des chants etc. Très internationaliste et anti guerre en jonction avec les collectifs Palestine, le collectif Femmes Vie Liberté, et l'asso Volya pour l'Ukraine, présence aussi de partis politiques de gauche, LDH etc .

Le 8 mars, zone d'occupation féministe et manif de Furi pour les « droits des personnes sexisées et minorités de genre », 3500 personnes.

Saint Nazaire le 8 mars vélorution puis manif unitaire sans problème



GRENOBLE

5000 annoncées. Une seule manif bien dynamique, jeune, organisée par l'AG féministe et appelée par tout le monde. Présence syndicale correcte pour un dimanche (CGT, FSU, Solidaires). Les orga politique bien présentes dans un contexte d'élections. Finalement Nemesis n'est pas apparu.



MENDE

Organisation d'une guinguette de l'égalité le 7 mars de 14h00 à 22h00 à l'initiative du collectif Egalité Femme Homme 48. Mise en place d'un «petit village» devant l'espace de congrès de la ville avec stands du CIDFF, du Planning Familial, de RESF, des syndicats (CGT, FSU, Solidaires 48), du collectif.

Animations ludiques autour des droits des femmes et des minorités (Scrabble géant, Arche de l'égalité, Portique des VRAIs/FAUX, espace lecture enfants/adultes, Burger Quizz et Blind Test musical), Animations musicales avec Batucada, collectif de chorales (chants féministes), et bal trad.

Buvette et grignote pendant toute la manifestation.

Le nombre de visiteurs/visiteuses n'a pas été évalué, mais il y a eu une fréquentation dense tout au long de la journée. Excellente ambiance et retours positifs de toutes les orgas.



LYON

Il y avait 14 000 personnes dans les rues de Lyon ce 8 mars à l'appel du Collectif Droits des Femmes 69 dont fait partie Solidaires Rhône, avec un cortège intersyndical (Solidaires / FSU / CGT/ CNT) massif et dynamique.



PERPIGNAN

Environ 400 manifestant·es appelé par le CDDF 66 et largement organisé par la CGT.



PARIS

Village féministe jusqu'à 14h pour partir en manif ensuite. Gros succès du village avec énormément de passage, une bonne écoute sur les 3 tables rondes (inégalités salariales, lutte contre l'extrême droite et solidarité internationale). Le stand de Solidaires a été très fortement apprécié avec une razzia sur nos cartes postales et nos nouvelles affiche, mais aussi sur les fiches droits du travail. Nous avons un violentomètre géant qui a permis de poser des questions et discuter ensemble. Une chorale féministe (réunissant plusieurs chorales francilienne) a animé la place entre les débats, puis les Rosie's avec une nouvelle chorégraphie suivi d'une batucadda de 50

musiciennes ont permis un départ en manif festif et revendicatif.

La manif s'est très bien passée avec plus de 60 000 manifestantes (annoncée 130000), très dynamique avec un super cortège de Solidaires très revendicatif. C'est une des mobilisations les plus réussies de la période.

Nemesis a été relégué dans le 16e et n'étaient que 200, Nous Vivrons c'est avancé dans la rue Lafayette bien après nous mais solidement protégé par de nombreux flics. Ils étaient 200 avec un gros char et se sont arrêtés avant la Gare de l'Est.

PARIS

Des photos de la manif, de notre premier village et des débats (lutte pour l'égalité salariale et celui sur la solidarité internationale)



FINISTÈRE

Quimper: Rassemblement à l'appel de la CGT, FSU, Solidaires et NousToutes. A noter que la prise de parole commune pour les OS a été faite par un homme pour la CGT "car à la CGT les hommes sont aussi féministes".....Cette dernière a proposé un barbecue car à la CGT on aime la viande.....

Prise de parole sur l'égalité salariale, l'antifascisme et non à la guerre. 200 personnes sont parties en manif, histoire de s'aérer, beaucoup moins que l'année dernière. Cortège assez jeune

Brest : 3000 manifestant-es

Morlaix : 300 personnes appellent plus large à l'initiative des Sorcières de Solidaires.

GIRONDE

Bordeaux : Grosse manif à Bordeaux, environ 12000 personnes. Manif coordonnée par l'AG féministe. Les collectifs d'extrême droite ne se sont pas pointés.

Libourne: Nous étions 300 dans les rues de Libourne. Un chouette village avec la présence de plusieurs associations était le lieux de discussion et de rassemblement avant de partir tous unis arpenter les rues. Des femmes, des enfants, des minorités de genre mais aussi des hommes ont suivi la marche et nos hymnes en brandissant banderoles et écriteaux tous aussi beaux les uns que les autres. Tous le sourire aux lèvres et l'esprit combattif nous avons chanté et crié... «Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère.»

De la danse de la joie mais surtout de la détermination pour toutes les femmes et les minorités du monde entier. Pour tous notre lutte continuera !

En cette année 2026, la manifestation du 8 mars a eu lieu à Albi... le 07 mars parce que le 08, c'était défilé du carnaval ! La Mairie d'Albi a des priorités qui ne sont pas les droits des femmes et des minorisé-es de genre...



Comme, il y avait fête foraine en lien avec le carnaval, on a été privé-es d'un parcours sur la voie publique, cantonné-es aux rues piétonnes, mais on a résisté à la Mairie qui voulait nous imposer un rassemblement statique. Et puis quoi encore ? Qu'on ferme nos gueules ? Certainement pas ! On était plus de 300, un beau cortège fourni et dynamique, dont les voix résonnaient fort dans les rues étroites d'Albi.



CLERMONT FERRAND

1 500 manifestant-es, organisé par le collectif "8 mars toute l'année". Avec un village des assos et initiatives (planning familial, attac, assos féministes ...) puis une manif. Petit circuit, très centré autour de la place de Jaude. Présence et prise de paroles des associations, partis politiques et syndicats. Traditionnelles choré des Rosies, chants féministes, slogans, discours... Gros service d'ordre et présence des antifa en marge du cortège.



MARSEILLE

A Marseille, division depuis plusieurs années entre le collectif droits des femmes 13 et l'interorga du 8 mars qui ne font pas les mêmes événements/manifestations car désaccords sur personnes trans, TDS/prostitution... SUD éducatif 13 appelle aux événements de l'interorga du 8 mars sans en faire partie pour autant.



Rassemblement intersyndical à 11h00 (FSU, CGT, Solidaires) avec prise de parole : 40 personnes.

Présence du collectif sioniste Nous vivons avec un camion et 15 personnes à 200m du rassemblement intersyndical avec un cordon de flics (50) pour les protéger.



Présence anticipée de ce collectif donc contre-rassemblement (appelé par l'interorga du 8 mars, collectifs antifas et antisionistes, Solidaires 13 ...) organisé à 10h30 pour aller déloger «Nous vivons» et interdit par la préfecture. Donc décision par ces groupes de rejoindre le rassemblement intersyndical : refus de la CGT et de la FSU car peur de se faire déborder mais oui pour Solidaires 13. Solidaires 13 a appelé celles qui le souhaitent

à aider le SO de M8M pour déloger Nous vivons. Refus de la CGT et FSU alors que sollicités par l'interorga du 8 mars car les syndicats étaient considérés comme alliés de l'interorga du 8 mars.

L'interorga du 8 mars, les collectifs antifa et antisionistes et des camarades de Solidaires 13 (en tout 200 personnes) entouraient les flics qui entouraient Nous Vivons. Gazage et matraquage de quelques antifa à la fin. Pas de blessés, pas d'interpellation.

Zone d'Occupation Féministe en début d'après-midi puis manifestation en fin d'après-midi avec 15000-20000 personnes selon M8M (5000 selon la pref) : manifestation enjouée, dynamique, avec battucadas et chorale féministe, pancartes sympas...



Intervention d'une camarade de Sud Culture au 8 mars à Paris

Vous le savez comme moi, les femmes sont impactées directement par la discrimination au travail, les inégalités salariales, les violences sexistes et sexuelles.

Cette année est particulière car le 8 mars est un dimanche. Mais le dimanche n'est pas un jour de repos ni pour les femmes ni pour les travailleurs-euses de la culture.

Dans notre secteur il est normal de travailler le dimanche, car pour que la culture soit profitable à toutes, les musées, les cinémas, les théâtres, les cirques, et plus largement beaucoup d'activités culturelles ont aussi lieu le week end.

Ce travail du dimanche inhérent au secteur culturel aggrave les inégalités structurelles qui touchent les travailleuses. La plupart des employeurs culturels ne payent pas mieux parce que c'est le dimanche...

- Salaire et postes

Les inégalités de salaires n'épargnent pas la culture. Dans tous les secteurs culturels confondus, les femmes gagnent 20% de moins que les hommes, d'après le dernier rapport du Ministère de la Culture.

Les femmes sont très minoritaires aux postes de direction : elles ne sont que 22% aux postes de direction dans le spectacle vivant, et 39% dans des établissements publics culturels. **Le spectacle vivant n'aime pas donner de pouvoir aux femmes, il n'aime pas non plus les femmes qui vieillissent** : les femmes de plus de 40 ans n'occupent que 25% des postes, contre 29% pour les hommes. Les plus de 50 ans ne sont que 18%, contre 24% pour les hommes.

Le spectacle vivant n'aime pas non plus les femmes techniciennes, elles ne sont que 30% dans ce type de postes.

Et dans le cinéma ce n'est pas mieux.

Le cinéma français n'aime pas financer les films des réalisatrices.

En 2024, les films réalisés par des femmes sont moins financés de 40% que ceux de leurs homologues masculins. Le budget moyen des films réalisés par des femmes est de 3,5 millions

d'euros, contre 5,7 millions d'euros pour les films réalisés par des hommes.

Sur 111 films à gros budgets réalisés depuis 2005, seulement 3 étaient réalisés par des femmes !!!

Les budgets du documentaire sont plus faibles qu'en fiction, curieusement on trouve plus de réalisatrices dans ce secteur...

Le cinéma français n'aime pas les réalisatrices qui veulent faire plus d'un film

Depuis 2005, seul un tiers des réalisatrices ont réalisé un deuxième film. Parmi les 12 réalisateur-ices ayant réalisé plus de 10 films dans leur carrière, seules 2 sont des femmes (Anne Fontaine et Claire Simon). **Ces différences ne sont pas liées au talent ou à la pertinence des films ! On juge des films ou des spectacles sur notre genre !**

Dans les métiers du livre même constat, les femmes gagnent 15,5% de moins que les hommes à temps de travail égal. Le montant moyen des bourses d'écriture est de 8 400 € pour les femmes contre 10 200 € pour les hommes...

Dans l'édition jeunesse, elles gagnent 25% de moins alors qu'elles représentent 70% des auteurices !

Pourquoi donc sont-elles moins payées ?

Peut-être parce que pour des femmes, faire un livre pour enfant c'est pas considéré comme du travail mais comme du loisir ??

Dans les Musées le personnel de l'accueil, de la médiation, les guides, sont de plus en plus externalisés, soit disant pour recentrer sur leur cœur des missions du musées. Mais les conséquences sont surtout de la précarité pour les salariés, dont beaucoup sont des femmes. Ces grosses boîtes : Muséa, Marianne internationale, Penelope ou CityOne pour les plus connues ont des conventions collectives qui ne majorent pas le dimanche. Elles déplacent leur personnel d'un musée à l'autre ce qui empêche les gens de se fédérer, d'améliorer leurs conditions de travail ou de réclamer des augmentations de salaire.

Enfin pour les femmes artistes, le bénévolat est considéré comme normal. Car les femmes ne sont pas considérées comme de vraies artistes. **Elles ne sont perçues comme utiles que si elles servent de faire valoir aux rêves des hommes, aux recherches des hommes, etc.**

De fait les femmes dans la culture sont encore aujourd'hui bien souvent des anomalies. Elles sont très souvent dans des postes supports, sous payés.

Il faut faire changer les regards sur les femmes dans la culture, et aussi faire reconnaître nos métiers aujourd'hui sous considérés, comme la médiation, les guides conférencières, les interventions en milieu scolaires, très souvent exercés par des femmes et non pris au sérieux.

- Violences sexuelles et impact sur les salaires.

Par ailleurs, comme l'a récemment montré la commission d'enquête parlementaire sur les VSS dans le cinéma et le spectacle vivant, ces questions sont loin d'être prises en charge et traitées correctement. Les comédiennes qui ont

parlé sont blacklistées et entravées. Ce qui est vrai pour des femmes connues l'est encore plus pour les travailleuses n'ayant pas accès aux médias. Comme l'a récemment documenté Sud Culture dans l'art contemporain ou le cinéma, dénoncer des violences sexuelles, c'est s'exposer à des licenciements. Impossible de délier l'enjeu des VSS de celui de la structure économique dans laquelle elles s'inscrivent.

Alors face à cela que pouvons nous faire ?

La grève ! Pour faire entendre nos revendications !

Aujourd'hui le secteur de la culture est en grève !

Grève dans les musées !

Grève dans les théâtres !

Grève dans les librairies !

Grève sur les plateaux de tournage !

On est mobilisées le 8 mars, mais on le sera encore demain, et tous les jours jusqu'à ce que la situation change vraiment !!!

Merci !!

Actualité

SUD éducation attaque en justice le ministère pour manquement dans la prise en charge des violences sexistes et sexuelles au travail



Au moins deux femmes sur cinq affirment avoir subi des violences sexistes et sexuelles au travail (VSST) et une femme sur cinq déclare avoir subi des comportements à caractère sexuel sur son lieu de travail (enquête Genese 2021). Les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace (ESRE), sont loin d'être épargnés par ce problème majeur : dans une enquête réalisée par SUD éducation en 2024, 60% des répondant-es affirmaient avoir déjà été victimes de VSST. Le ministère ne répond toujours pas à ses obligations de prévention et de protection des victimes. SUD éducation accompagne régulièrement des victimes dont les droits ne sont pas respectés. Les manquements du ministère sont systémiques. Ces manquements ont des effets lourds et conséquents sur les victimes.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que SUD éducation, par l'intermédiaire de ses avocates M^o Miléna DOSTANIC et M^o Elodie TUAILLON-HIBON (Cabinet Vivere Avocats), a saisi le juge administratif (TA Paris) d'un recours en responsabilité afin de voir condamner l'État pour ses graves carences en matière de prévention, de sanction et de réparation des violences de genre (agissements sexistes, violences sexuelles, harcèlement, discrimination) à l'égard du personnel féminin de l'Éducation nationale.

Lien vers la campagne en lien avec le recours : <https://www.sudeducation.org/violences-sexistes-et-sexuelles-dans-leducation-nationale-pas-de-double-peine-pour-les-victimes/>

SUD-RAIL DÉNONCE LE GUIDE ÉLÉGANCE TGV INOUI : NOS CORPS NE SONT PAS UN OUTIL MARKETING

La direction de SNCF Voyageurs vient de diffuser le Guide Éléance TGV INOUI, édition février 2026. Ce document conçu avec une coach en image, prescrit aux agent-es commerciaux sol et bord et plus largement à « tous les métiers qui incarnent la marque » des conseils morphologiques détaillés, des techniques de maquillage et des protocoles de rasage pour « incarner la marque » et « révéler leur présence ».

SUD-Rail le dit clairement : ce guide est inacceptable.

Le contrat de travail des cheminot-es prévoit uniquement le port de la tenue réglementaire. Point. À aucun moment il n'est stipulé que la morphologie, le maquillage ou l'entretien de la barbe constitueraient des critères professionnels. L'entreprise ne dispose pas du corps de ses agent-es. Au-delà de la tenue réglementaire et des règles d'hygiène de base, elle n'a pas son mot à dire. Ce guide classe pourtant les corps en catégories morphologiques (A, V, H, O, X, 8) et prescrit pour chacune des façons de se « corriger » ou de se « rééquilibrer ». Il détaille aux femmes des techniques d'application du fond de teint et de blush. Il explique aux hommes comment masser leurs zones à raser et appliquer de l'huile essentielle de rose. Présenté sous couvert de bienveillance, il n'en est pas moins grossophobe, sexiste et stigmatisant pour toute personne dont le corps ne correspond pas aux standards implicites qu'il véhicule.

Derrière ce vernis bienveillant, SUD-Rail voit clairement la stratégie : faire de TGV INOUI une marque haut de gamme en transformant les cheminot-es en produit marketing.

Ce n'est pas la première fois. Un guide similaire avait déjà été retiré en 2014 sous la pression des organisations syndicales. En 2026, la direction récidive et sort ce document à quelques jours du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. Un timing bien choisi.



SUD-Rail pose par ailleurs des questions auxquelles la direction devra répondre : ce guide sera-t-il utilisé comme critère d'évaluation ? De promotion ? De recrutement ?

Pendant ce temps, les conditions de travail des agent-es commerciaux sol et bord se dégradent. Les guichets ferment. Les missions s'accumulent. Les agent-es travaillent en flux tendu. SUD-Rail rappelle qu'à la SNCF nous sommes une entreprise ferroviaire pas une maison de luxe. Chacun son métier.

On n'évalue pas un-e agent-e sur des critères de beauté, sa silhouette ou sur son maquillage mais sur ses compétences professionnelles.

TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LA TRANSPARENCE SALARIALE : POUR LE GOUVERNEMENT, L'ÉGALITÉ FEMMES HOMMES ATTENDRA !

L'Union syndicale Solidaires a pris connaissance du projet de loi de transposition de la Directive Européenne 2023/970 visant à renforcer l'égalité salariale. Bien que adoptée par le parlement européen en mai 2023, elle devait être transposée dans le droit français au plus tard en juin 2026.

Le projet de loi a été mis sur la table seulement le 6 mars 2026, dans l'urgence, excluant la possibilité de tenir les délais ! Le constat est amer : sous couvert de «simplification», le gouvernement vide la directive de sa substance et s'entête à maintenir un système d'Index qui a déjà prouvé son inefficacité.

L'oubli délibéré de l'Intersectionnalité

Alors que les articles 3 (paragraphe 2, point e) et 16 (paragraphe 2), de la Directive européenne consacrent pour la première fois la discrimination intersectionnelle, le projet de loi français l'ignore purement et simplement. En refusant de croiser les données de genre avec l'origine, le handicap ou l'âge, le gouvernement condamne les femmes les plus précaires à rester dans l'angle mort des statistiques. Sans l'outil de l'intersectionnalité, les barrières invisibles resteront intactes. On ne peut pas combattre les inégalités de salaire sans voir que les femmes racisées ou handicapées subissent une double, voire une triple peine salariale.

La «Valeur Égale» livrée à l'arbitraire patronal

L'article 5 du projet de loi français permet à l'employeur de définir seul, par décision unilatérale, les catégories de «travail de valeur égale». Alors que la directive place les organisations syndicales au centre de l'élaboration des mesures notamment dans les moyens de comparer les métiers de "valeur" équivalente. En laissant au patronat la possibilité en cas d'échec de décider seul, le sexisme des grilles de classification qui dévaluent les métiers du soin, du lien et de l'humain perdurera.

Un seuil de 5 % qui légalise l'inégalité salariale

Le projet de loi renvoie à un décret le soin de fixer le seuil d'écart toléré avant toute action correctrice. Or, quand le gouvernement communique sur un écart de salaire «inexpliqué» qui serait tombé à 4,5 %, il prépare le terrain : si le seuil légal est à 5 %, les entreprises n'auront plus rien à corriger ! Pour Solidaires, un écart de 4,9 % reste un vol. Nous exigeons un seuil de déclenchement à 0 %. L'égalité ne se négocie pas à la marge.

Enfin, le projet de loi limite l'obligation de rendre les salaires publics aux seules entreprises de plus de 50 salarié·es. C'est abandonner des millions de travailleuses employées dans les TPE et PME à l'opacité la plus totale.

L'égalité salariale n'est pas une option, c'est un droit.

Solidaires ne laissera pas le gouvernement transformer une avancée européenne majeure en termes de droit du travail et d'égalité en une simple opération de communication.

Solidaires revendique une transposition ambitieuse de la directive 2023/970 :

❗ L'intégration immédiate de la notion de discrimination intersectionnelle dans le Code du Travail.

☀ La transparence totale des rémunérations (primes et avantages inclus) accessible aux représentant-es du personnel (CSE dans le privé, Comités Sociaux dans le public)

☀ La transparence des données salariales doit s'appliquer à tous les employeurs, publics comme privés, dès le ou la premier-e salarié-e.

☀ La revalorisation immédiate des métiers majoritairement féminisés, en intégrant dans l'évaluation du «travail de valeur égale» des critères jusqu'ici invisibilisés comme la charge émotionnelle, la responsabilité humaine et la pénibilité nerveuse.

☀ Des sanctions réellement dissuasives, inspirées du modèle islandais (amendes journalières jusqu'à mise en conformité).

On veut l'égalité des salaires



LES FEMMES D'IRAN ET LA GUERRE

Pendant des dizaines d'années, le régime iranien a tenté d'invisibiliser les femmes, mais le mouvement « Femme, vie, liberté » a démontré qu'elles sont en capacité de résister malgré la répression sanglante du régime phallocratique iranien.

Depuis le début de la guerre, le régime s'emploie à terroriser la population, en militarisant la rue pour faire taire toute forme de protestation. Cette militarisation accroît les normes patriarcales et augmente la violence contre les femmes.

La situation économique était déjà catastrophique avant les frappes (+ 200 % sur le prix des produits de première nécessité). La guerre accentue les inégalités sociales, et précarise les femmes.

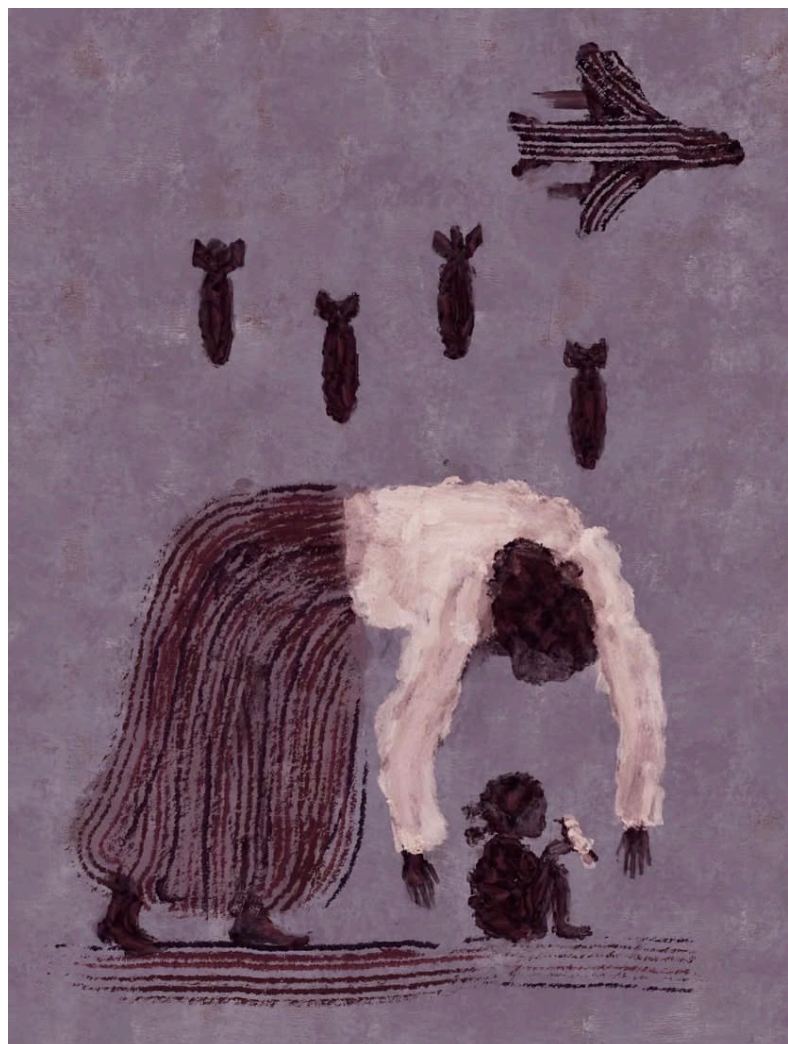
La guerre a pour autres conséquences d'entraîner des pertes d'emplois et de maintenir les femmes au domicile. Avant la guerre et la répression des mouvements sociaux, la plupart travaillait ou était en recherche d'emplois. Le travail domestique est un terrain important d'exploitation et d'oppression des femmes.

Elles ont le plus souvent en charge la santé mentale du foyer, d'autant plus prégnante dans l'urgence du risque de la mort qu'est la guerre.

Le traitement et le silence des médias occidentaux au sujet des femmes qui meurent est systémique, et les invisibilise. Les femmes iraniennes sont traitées sur le même plan que le régime iranien, responsables de la violence qui s'abat sur elles.

Les femmes d'Iran ont depuis la guerre deux ennemis : le régime et les bombes. Cette guerre les percute violemment, et seules leurs luttes pourront les émanciper.

Les conséquences de la guerre sur les femmes appellent à ne pas oublier les origines de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, qui avait pour slogan « guerre à la guerre ! » et « du pain et des roses ! ».



Crédit image: Anna Cunha



LE 2 AVRIL 2026 AURA LIEU À ISTANBUL LA 7ÈME AUDIENCE DU 5ÈME PROCÈS DE PINAR SELEK

Nous publions ici un article de La Marche Mondiale des Femmes France :

<https://marchemondialedesfemmesfrance.org/2026/03/28/le-2-avril-2026-aura-lieu-a-istanbul-la-7eme-audience-du-5eme-proces-de-pinar-selek/#more-4623>

La Marche Mondiale des femmes - France - Europe est partie prenante des collectifs de défense de Pinar Selek et de sa recherche.

Elle se joint au rassemblement solidaire en lien avec l'audience du tribunal d'Istanbul

A Paris RDV le 2 avril à la LDH à partir de 8h30. Inscription obligatoire. Présence de militantes de la MMF France et Suisse.

Depuis 27 ans, Pinar Selek, autrice, sociologue, poète, subit le harcèlement d'un état dictatorial dont elle a connu la torture et la prison, et désormais l'exil.

Cet état l'accuse de terrorisme pour un acte dont il a été prouvé qu'elle n'est en rien responsable : 4 fois jugée, 4 fois acquittée, et chaque fois, appel du gouvernement turc

Malgré l'acharnement du pouvoir politico-judiciaire, Pinar Selek n'a cessé de lutter pour défendre les droits humains, dans la convergence des luttes anti-patriarcales, anti-militaristes, anti-nationalistes, dans le combat féministe et dans l'engagement auprès des migrant-es, et de leur criminalisation.

La MMF est avec elle dans ce combat contre la police meurtrière des frontières.

Aujourd'hui, Pinar Selek, encore une fois, persiste et signe avec Lever la tête, livre de sa victoire contre la confiscation de sa recherche, pour la défense de la liberté de recherche, pour l'autonomie de la pensée, et l'insoumission des savoirs aux pouvoirs institutionnels et académiques.

Nous demandons l'engagement officiel de la France et de l'Union européenne pour protéger Pinar Selek, citoyenne française, de toutes les conséquences potentielles d'un jugement inique.

Nous demandons son acquittement définitif, et nous ne cesserons de dénoncer l'impunité de ces pouvoirs politiques, turcs, mais aussi israéliens, américains, russes etc...

Justice pour Pinar Selek, et pour tous-tes les opposant-es à ces politiques assassines.

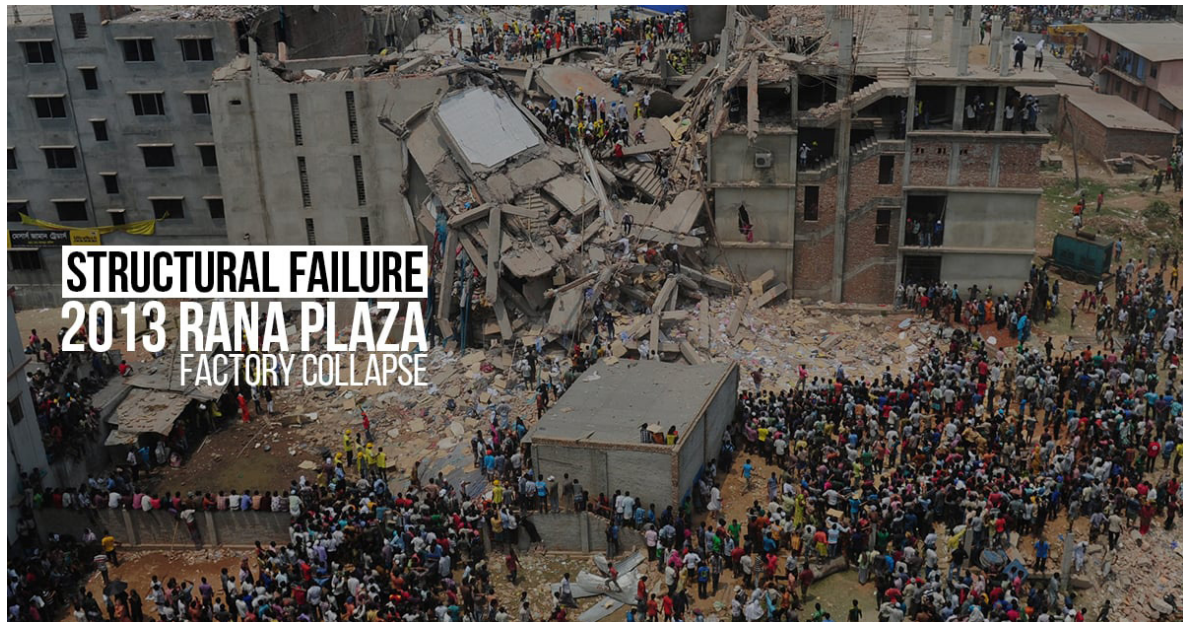
Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous marcherons !

Avril 2026 - Marche Mondiale des Femmes Occitanie
- Marche Mondiale des Femmes France - Marche
Mondiale des Femmes Suisse

Article de Solidaires

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-egales/n-36/proces-de-pinar-selek-reporte-au-7-fevrier-2025/>





Le 24 avril 2013, l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh coûtait la vie à 1 138 personnes, majoritairement des femmes et des jeunes filles. Cette tragédie représente des failles d'un système économique basé sur le profit, un système qui s'allie à la dévalorisation du travail des femmes, surtout celles travaillant dans le Sud global. L'effondrement est survenu après que des travailleuses eurent remarqué des fissures dans les murs et les piliers du bâtiment bétonné trop vieux, trop mal construit. Ces fissures avaient aussi été constatées par des experts, et les banques présentes dans l'immeuble avaient, elles, refusé d'ouvrir leurs portes. Pourtant, après une seule journée de fermeture, les propriétaires des usines de textile ont rappelé les ouvrières, les forçant à réintégrer leur poste sous peine de licenciement immédiat. Quelques heures plus tard, le bâtiment s'écroulait sur elles. Sur des milliers de corps de femmes broyés par l'impact.

Le profit avant la vie.

Face à ce massacre, l'indignation mondiale a mis en lumière un vide juridique : les multinationales donneuses d'ordres (dont plusieurs marques françaises) se dédouanaient de toute responsabilité, cachées derrière une cascade de sous-traitants. C'est pour mettre fin à cette impunité totale, où le donneur d'ordre ne «savait pas», que la bataille pour le Devoir de Vigilance a commencé.

Une loi pionnière sous l'assaut des lobbies

En 2017, la France adoptait la loi sur le Devoir de Vigilance, une première mondiale arrachée de haute lutte. Elle oblige les multinationales à prévenir les risques d'atteintes aux droits humains et à l'environnement chez leurs sous-traitants. Cette loi a permis en 2023 et 2024 à SUD PTT de faire condamner La Poste pour son plan de vigilance défaillant (travail dissimulé, harcèlement). Une victoire qui prouve que la loi est une arme... et c'est précisément pour cela que le patronat veut la briser.

Le double jeu de l'Union Européenne : l'offensive «Omnibus»

Alors qu'une directive européenne ambitieuse (CSDDD) avait été adoptée en 2024 pour généraliser ce devoir de vigilance, le vent a tourné. En novembre 2025, sous la pression des multinationales de l'énergie (TotalEnergies, ExxonMobil) et de la Fédération bancaire française, le Parlement européen a adopté la directive dite « **Omnibus** ».

Le résultat est catastrophique :

- **Seuil d'exclusion au rabais** : Seules les entreprises de plus de 5 000 salarié·es et 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires sont désormais concernées (contre 1 000 salarié·es auparavant).
- **Abandon environnemental** : L'obligation d'un plan de transition pour respecter l'Accord de Paris est supprimée.
- **Impunité** : Le régime de responsabilité civile et de sanctions est drastiquement raboté.

Macron propose, l'extrême droite exécute : le bilan d'un sabotage

Cette régression porte une signature politique claire. Dès le printemps 2025, Emmanuel Macron appelait à l'abrogation de ces contraintes au nom de la « compétitivité ». Il a trouvé ses alliés naturels : c'est l'alliance entre la droite et l'extrême droite qui, à l'automne dernier, a vidé la directive de sa substance.

Alors que la COP 30 d'octobre 2025 aurait dû marquer un tournant écologique, l'UE a envoyé le pire des signaux en sacrifiant le devoir de vigilance : les droits humains et la planète passent après les dividendes. Ce verrouillage politique entre libéraux et réactionnaires confirme que pour le patronat, la vie des travailleuses du Sud global n'est qu'une variable d'ajustement.

Solidaires ne lâche rien

L'Union syndicale Solidaires exige que toute entreprise soit contrainte au respect de l'ensemble des droits humains, sociaux et environnementaux quel que soit le lieu et le fabricant des marchandises dont elle fait ensuite commerce.

Nous n'oublions pas les mort-es du Rana Plaza. Le 28 avril, journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail, et le 1er mai, transformons notre colère en action !



Poème

En mémoire des ouvrières du Rana Plaza

Contre ce luxe obscène bâti sur le silence,
Où chaque couture saigne une invisible violence,
Le 8 mars, ma grève est une question de décence.

Je me souviens de 2013, du ciel qui s'effondre,
Du Rana Plaza, de la poussière et des décombres.
Mille cent trente-huit ouvriers et ouvrières,
Ensevelies sous le poids d'une mode meurtrière.
Des murs qui se fissurent, des experts disaient
«fuyez»,
Mais le profit hurlait «cadence» et les a sacrifiées.
Parce qu'un vêtement jetable vaut plus qu'une vie humaine,
On a cousu leur mort dans l'ourlet de nos laines.

Fils coupés, lendemains absents.
Machines tues, corps gisant.
Multinationales complices,
Aucune justice ...

Notre responsabilité.*

(Silence...)

Alors, contre ce luxe obscène bâti sur le silence,
Où chaque couture saigne une invisible violence,
Le 8 mars, ma grève est une question de décence.

** Les entreprises présentes dans le Rana Plaza étaient au nombre de cinq : New Wave Style, Ether Tex, Canton Tech Apparel, Phantom Apparels et New Wave Bottoms. Celles-ci produisaient des vêtements pour les marques, entre autres : Mango, Benetton, The Children's Place, Cato Corp, Joe Fresh possédée par la société canadienne Loblaws et vendues dans les magasins J.C. Penney, les marques Cerdarwood et Denim Co. de la compagnie irlandaise Primark, la marque Papaya Denim de la société britannique Matalan, Free Style Baby vendue dans la chaîne El Corte Inglés et la marque espagnole Velilla.*

Des étiquettes de vêtements Carrefour (marque Tex), Auchan (marque In Extenso), Camaïeu et H&M ont été retrouvées dans les décombres du Rana Plaza résultant, selon ces distributeurs, d'actions de sous-traitance non déclarées.

Spectacle

«Nous avons en commun la Résistance»

Après « Il faut venger Gervaise » sur la Commune de Paris, le nouveau spectacle d'Anouk Colombani, Mymytchell et Aïda Sanchez. Pièce musicale en 4 actes, «Nous avons en commun la résistance» retrace le parcours de 4 femmes de 1940 à 1944.

Histoire de femmes, dont certaines entrent en Résistance, histoire de lesbiennes, qui essayent de se frayer un chemin alors que plus que jamais on cherche à nier leur existence. Histoire géographique entre Paris et sa banlieue, villes occupées et Toulouse et sa région qui sont des lieux de passage et de résistance. Une épopée chantée, mêlant compositions originales et témoignages de Résistantes, portée par 4 chanteuses musiciennes et comédiennes sur un texte original d'Anouk Colombani.

« 1940, des milliers de femmes entrent en résistance. Elles luttent contre la guerre, contre la faim mais aussi contre la place que veut leur octroyer le régime de Vichy. Parmi elles, entre elles, des amours... »

<https://ruedelacommune.com/chantier-resistantes-de-la-seconde-guerre-mondiale/>

Bande annonce : <https://www.youtube.com/watch?v=hv5cXdpmQuY>

Extrait : <https://www.youtube.com/watch?v=5B4z2YqTThc>



Livre **Qui a peur des vieilles ?** de Marie Charrel



Il s'agit du premier essai de Marie Charrel, journaliste au Monde et romancière.

L'essai tente de décrire une triste réalité : celle des femmes de plus de 50 ans qui deviennent « inutiles » à la société et au regard des hommes (ne sont plus reproductives, soit disant moins performantes dans le monde du travail suite à la ménopause et moins séduisantes dans un monde qui idolâtre la jeunesse et la beauté).

La plupart des femmes interrogées se sentent en effet invisibilisées, ignorées voire bannies et dans le même temps beaucoup d'autres se redécouvrent et découvrent une nouvelle voie dans une liberté retrouvée loin des injonctions patriarcales. Seule l'industrie cosmétique s'intéresse à elles et se gave.

A travers cet essai très documenté et sensible, Marie Charrel fait le portrait de femmes indociles et audacieuses qui, avec les années (débarrassées de leur rôle de mère, de femme qui doivent rester jeune et belle), sont enfin libres d'être tout simplement femmes.

Film

Rue Malaga de Maryam Touzani

Maryam Touzani, réalisatrice franco-marocaine a déjà à son actif plusieurs films dont le « Caftan Bleu » traitant de l'homosexualité au Maroc.

Aujourd'hui, elle s'attaque au sujet de la femme vieillissante mais aussi du déracinement. Il s'agit de l'histoire d'une sexagénaire veuve issue de la communauté hispanique installée depuis plusieurs générations à Tanger qui suite à la décision brutale de sa fille de vendre l'appartement tange-rois et de rapatrier sa mère à Madrid (ville et pays qu'elle ne connaît pas) décide de résister. Suite à une rencontre avec l'antiquaire à qui sa fille a vendu les meubles, elle redécouvre l'amour et surtout le désir et la sensualité.

Il fallait oser filmer des corps nus vieillissants, des scènes de sexe pleines de douceur et sensibilité.

Car OUI on peut encore aimer (charnellement), désirer et jouir comme le dit l'actrice principale, Carmen Maura, avec espièglerie et un naturel désarmant même à un âge avancé.

A aucun moment face à ces scènes nous ne ressentons de gêne mais plutôt une joie de vivre et une urgence à croquer la vie à pleines dents. Le tout loin des canons traditionnels de notre époque et du cinéma qui s'acharnent à véhiculer des clichés esthétiques des femmes en particulier (qui doivent rester jeunes, belles et attirantes).



C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de Leïla Shahid, diplomate, déléguée générale de Palestine en France de 1994 à novembre 2005, puis auprès de l'Union Européenne jusqu'en 2015.

Née en 1949 à Beyrouth, dans une famille palestinienne originaire de Jérusalem, marquée par la Nakba, exil forcé par Israël, Leïla Shahid a été l'une des premières femmes à occuper des fonctions diplomatiques de premier plan pour la Palestine. Elle a incarné, tout au long de sa carrière, une présence féminine forte dans un champ diplomatique longtemps dominé par les hommes, et elle a assumé la dimension



féministe de son engagement, pour défendre la cause de son peuple.

Elle a rejoint très tôt l'OLP et était très proche de Yasser Arafat. Après les accords d'Oslo, jamais mis en œuvre par les gouvernements successifs d'Israël, elle s'est toujours battue pour que le droit International et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien soient respectés. Elle a continué malgré tout à alerter la France et l'Europe sur toutes les violations des résolutions que ne respectera jamais cet Etat occupant. Et des conséquences sur la Région et le Monde.

Leïla Shahid portait et incarnait la blessure du drame de l'exil du peuple palestinien, tout en restant à l'écoute de l'autre.

Leïla Shahid était présente à Beyrouth avec Jean Genet où ils ont pu constater avec effroi des horreurs perpétrés par Israël dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Sans se douter que d'autres massacres auront lieu pour enterrer définitivement la solution à 2 Etats en laquelle elle croyait encore.

Mais tout a basculé pour Leïla Shahid et pour le monde, après le 7 octobre 2023, qui a donné l'opportunité pour cet Etat raciste, d'apartheid de mettre en œuvre ce projet sinistre de rayer de la carte toute présence palestinienne que ce soit à Gaza, en Cisjordanie ou à Jérusalem.

Gaza, nous a ouvert les yeux sur cette hypocrisie qu'est devenue ce monde, permettant à Israël de continuer un génocide en direct et documenté en toute impunité, malgré une reconnaissance de l'Etat palestinien par de nombreux pays, dont la France.

Toute cette injustice, cette déshumanisation d'un peuple, de son peuple lui était devenue insupportable et c'est ce qui a eu raison d'elle.

Reposes en paix Leïla, tu es notre boussole, nous sommes tes héritier.e.s, nous continueront de porter ton message de paix et de la renaissance de la Palestine.

La Palestine perd une de ses représentantes les plus courageuses et déterminées.

Nous présentons nos condoléances à sa famille ainsi qu'au peuple palestinien.

Les luttes qu'elle a menées sont et resteront des exemples pour nous.